



ACTUALIDAD EN EL DEPORTE: INVESTIGACIÓN Y APLICACIÓN

Luis Cantarero, F. Xavier Medina,
Ricardo Sánchez (Coordinadores)

1

L'ACTION PUBLIQUE EUROPEENNE DE CONTRÔLE DU SUPPORTERISME SAISIE PAR L'ACTION COLLECTIVE : LE *PROGETTO ULTRA* DE BOLOGNE

JEAN-CHARLES BASSON

Université de Toulouse 3

LUDOVIC LESTRELIN

Université de Caen Basse-Normandie

LOÏC SALLE

Université de Lille 2

Le supportérisme fait, en Europe, l'objet d'un encadrement public élaboré. Après une phase d'ajustement, d'agrégation et de coordination de mesures diverses marquées des disparités nationales, un ordre supérieur arrête, aujourd'hui, les grandes orientations des politiques publiques européennes en la matière. Une faiblesse les caractérise néanmoins: elles mésestiment les "bénéficiaires" auxquelles elles sont principalement destinées. En effet, les groupes organisés de supporteurs sont maintenus aux marges du processus d'élaboration et de mise en œuvre d'une action publique dont ils sont pourtant les premiers "ressortissants" (Warin, 1999). Or, "chaque dispositif d'action publique [...] étant une ressource pour ceux qui parviennent à s'en emparer et à l'utiliser pour leurs propres fins", les acteurs supportéristes entendent s'en saisir et user ainsi de leur "capacité de capture des autorités publiques" (Lascoumes et Le Galès, 2007 : 36).

1. L'ACTION PUBLIQUE EUROPEENNE DE CONTRÔLE DU SUPPORTERISME : EFFETS DE DISTORSION

Une approche cognitive des politiques publiques de lutte contre le hooliganisme mises actuellement en œuvre sur le territoire européen permet de dégager "le processus de construction des cadres

d'interprétation du monde”· qui les anime (Muller, 2000 : 201), ainsi que les effets de distorsion qui les traversent (Basson, 2004).

1.1. La consolidation du référentiel européen d'action publique

Prenant appui sur un référentiel d'action publique majoritairement partagé, un espace public d'encadrement du supportérisme est en cours de codification à l'échelle européenne. Diversement touchés par un phénomène empruntant des configurations multiples, les pouvoirs publics nationaux l'ont initialement considéré, appréhendé et, pour certains, traité selon des critères politiques, institutionnels ou juridiques différents (Mignon, 1996). Toutefois, un principe unificateur implicite joue à plein: le propre du supporteur étant d'accompagner son équipe favorite dans tous ses déplacements (il est plus encore sollicité s'il réside “à distance” du club supporté : Lestrelin, Sallé et Basson, 2006), et ainsi de franchir les frontières, l'hétérogénéité originelle des politiques publiques mises en œuvre par les pays concernés se voit, progressivement, réduite par l'imposition du caractère transnational du phénomène à traiter. Liée à la nature même du supportérisme, cette contrainte essentielle travaille à une forme d'accommodation des actions engagées par les différents Etats.

Les procédés d'apprentissages mutuels, de partage de méthodes de travail et d'exercices conjoints contribuent alors à une forme d'homogénéisation des divers dispositifs nationaux. Tout concourt ainsi à façonner un cadre d'interprétation légitime susceptible d'orienter durablement l'action publique communautaire en ce domaine. Par le jeu de la porosité des cadres nationaux et de la lente convergence des finalités poursuivies par les différents Etats, tous semblent, en effet, adopter un corpus de normes et de dispositions relativement proches. Seules certaines tonalités particulières marquent encore quelques distinctions marginales entre les pays. Opérant principalement par l'échange d'expériences éprouvées, l'enjeu consiste, pour chacun des programmes d'action publique développés nationalement, à faire la preuve qu'ils disposent des ressources suffisantes permettant de prétendre que ce qui vaut pour leur territoire d'intervention privilégié vaut pour tous les autres espaces nationaux.

1.2. La domination du modèle répressif et proactif développé en Angleterre

De fait, ce processus de consolidation du référentiel européen présente des effets de distorsion manifestes. Le principal tient aux capacités respectives des Etats à imaginer et à éprouver, dans leur contexte propre, un certain nombre de bonnes pratiques de gestion du supporterisme susceptibles d'être, ensuite, promues, diffusées et exportées vers les autres pays européens. Inégalement dotés, ces derniers voient le modèle, principalement répressif et proactif, développé en Angleterre assurer, à ce jeu, un rôle central dans la production des composants dominants du référentiel d'action publique prévalant en Europe. Le système de référence ayant cours outre-Manche affiche, en effet, une efficacité lui permettant d'effacer, à bon compte, le passif particulièrement lourd qui, au tournant des années des années 1980 (le drame du Heysel du 29 mai 1985 étant largement imputé aux hooligans anglais), le distingue nettement de l'ensemble des autres pays européens. L'exemplarité du redressement réalisé, en une petite dizaine d'années, par l'Angleterre lui confère ainsi le statut de modèle exportable à l'ensemble du territoire de l'Europe.

Incarnation même du hooligan (situant ce dernier à mi-chemin entre le criminel dangereux et le malade mental), la figure du supporter anglais s'impose alors majoritairement et vient comme justifier le dépassement des mesures traditionnelles de gestion des foules et de maintien de l'ordre et, du même coup, cautionner le recours à de multiples options sécuritaires tendant essentiellement au contrôle de la déviance (Tsoukala, 2001). Présenté comme une menace sociale, la répression du hooliganisme admet, selon cette perception du problème, un certain nombre d'entorses aux libertés publiques fondamentales et impose le large déploiement de mesures inspirées des procédures qui régissent la lutte contre les organisations terroristes et la grande criminalité. En retour, les dispositions radicales prises par les forces de l'ordre les cantonnent dans une opposition frontale avec les différents groupes de supporters et engendrent une forme de surenchère particulièrement dangereuse entre deux parties tentées de s'engager dans une lutte sans fin.

En effet, condamnées à continuellement développer et perfectionner leurs ressources respectives, et sachant celles-ci limitées par les capacités d'anticipation et de réaction de leurs opposants directs, le risque est grand de voir s'enclencher un processus d'escalade assurant par lui-même la perpétuation du phénomène, sous d'autres formes. C'est ainsi que, face à des stades vécus comme des sanctuaires inviolables (Basson, 2007), les exactions se déplacent dans l'espace et le temps à la recherche de contextes propices à des manifestations de violence que l'intervention des forces de l'ordre ne viendrait pas interrompre : la pratique des *fight*s (combats de rue ritualisés) organisés en marge des matches de football, sur les aires d'autoroute ou au cœur des villes, se généralise. De même voit-on, depuis peu, des groupes de supporters violents et radicalement antagonistes décider de s'allier temporairement pour organiser l'assaut des positions policières, jusque dans les commissariats. L'actualité italienne récente (que l'on pense à la Sicile et à Rome, par exemple) a fourni quelques illustrations tragiques des effets de contournement du dispositif répressif mis en place.

1.3. Les limites des options sociopréventives proposées en Belgique

Si l'empreinte anglaise marque singulièrement le processus d'europanisation de l'action publique de lutte contre le supportérisme, elle n'exclut pas d'autres modalités d'intervention : la prévention offensive (Comeron, 2001) et la prévention situationnelle en sont les dispositifs complémentaires (Basson, Le Noé et Diaz, 2001 ; Landauer, 2001). La première est élaborée en Belgique en réaction au drame du Heysel. Le programme de *fan coaching* imaginé au cours des années 1980 et généralisé à l'ensemble des clubs de football du Royaume entend s'attaquer aux racines sociales du problème. Il repose sur le constat que si le hooliganisme voit dans les tribunes des matches de football l'opportunité de se donner libre cours, il est le fait de supporters trouvant leurs motivations les plus violentes dans un autre espace et dans un autre temps. C'est alors l'ensemble des facteurs sociaux du passage à l'acte délinquant qu'il convient de prendre en compte : situations familiales difficiles, scolarité défailante, emplois dévalorisés ou chômage persistant,

habitat dégradé, perspectives individuelles sans lendemain... tous les facteurs sont réunis qui rendent nécessaires l'éducation, la responsabilisation, l'accompagnement et l'encadrement des supporteurs les plus dangereux.

Appréhendé en tant que manifestation d'un dérèglement social (et, par certains aspects, psychologique), le hooliganisme appelle un mode de prise en charge total. Partageant leur vie, des éducateurs assurent une présence quasi continue auprès des jeunes. Ecoute, dialogue, vigilance, vécu commun d'expériences diverses sont alors les premiers jalons d'une régulation extérieure au noyau des supporteurs potentiellement violents. Producteurs d'un code de bonne conduite interne au groupe et garants de la liaison de ce dernier avec les forces de l'ordre, ces professionnels de l'éducation spécialisée sont chargés d'une mission délicate. Ils s'appliquent, en particulier, à développer de nombreuses activités socioéducatives et socioculturelles susceptibles de canaliser l'énergie des jeunes dont ils ont la charge.

Ainsi en va-t-il, par exemple, de la rédaction et de la publication du *fanzine*: travail de collecte des informations, création et entretien d'un réseau de correspondants, coordination des activités de rédaction, gestion des circuits de diffusion... diverses et multiples sont les fonctions qui, au bout du compte, apparaissent comme autant d'alternatives à une vie dévalorisante et d'ouvertures possibles vers d'autres univers culturels et professionnels. Remplissant des fonctions du même ordre, la création, l'organisation et la gestion d'un site électronique propre au groupe de supporteurs contribue également à assurer sa visibilité sociale et à faire de ses représentants des interlocuteurs légitimes auprès des différents acteurs ayant intérêt à voir les hooligans, réels ou potentiels, ainsi répertoriés et affiliés à un collectif renonçant à une certaine forme de clandestinité perçue comme menaçante.

L'entreprise d'officialisation est parachevée quand l'ensemble des activités proposées trouve place au sein du *fan home*. Siège du groupe permettant le rassemblement des supporteurs en un lieu clairement identifié et pendant de longues séquences temporelles, il prend place, le plus souvent, dans l'enceinte du stade et ses plages horaires d'ouverture ne se limitent pas à la durée des matches. Investi par les

supporteurs, il atteste, dans les murs, l'existence (accompagnée d'une forme de respectabilité) d'une organisation reconnue et considérée pour les avantages qu'elle procure. Facteur de responsabilisation et de représentation des supporters, le *fan home* constitue ainsi le point de rencontre de l'ensemble des acteurs publics et privés intéressés, au premier chef, par le bon déroulement des compétitions de football. De même favorise-t-il le développement, autour de lui, d'un vaste réseau d'aide et d'assistance multiforme visant à extraire les supporters d'une situation sociale générant, pour une large part, leurs comportements violents.

Ambitieuse, cette option sociopréventive affiche un bilan diversement apprécié. Si les acteurs supportéristes lui reconnaissent de probantes réussites, ils insistent plus encore sur les limites et les contreparties qui affectent le dispositif. De sérieuses réserves émanent ainsi des villes et des clubs de Wallonie; région qui, plus que sa voisine des Flandres, s'est résolument engagée dans ce vaste programme d'éducation populaire en veillant à lui conserver sa vocation sociale initiale. "L'expérience me semble positive, au final, reconnaît le président de l'Amicale des supporters du Sporting de Charleroi. Les éléments les plus incontrôlables ne sauront y être sensibles, bien sûr. Mais pour une majorité de *fans* susceptibles de déraper, il a agi avec une efficacité certaine" (Rizzitelli et Jeannes, 2008 : 55). Limitée dans ses effets à une catégorie spécifique de la population supportériste, l'action publique l'est également quant à son rayonnement. Les supporters du Standard de Liège, club concurrent du premier, le relèvent et, foncièrement, regrettent les corollaires qui, selon eux, accompagnent ces dispositions préventives : "Excepté à Liège, le *fan coaching* n'est pas une réussite. Ils veulent édulcorer l'essence même des *ultras*. [...] C'est un centre aéré pour adultes. Nous ne sommes plus dans les années 80. La plupart des noyaux durs ont quasiment abandonné le recours à la violence" (Rizzitelli et Jeannes, 2008 : 55).

Sévères, les critiques touchent aux fondements même du programme d'action publique auquel il est reproché d'opérer comme une entreprise de détournement ("d'instrumentalisation" disent les premiers concernés) du supportérisme. Sous le couvert de reconnaissance et de promotion de l'engagement militant envers les équipes de football, le *fan coaching* ne serait tout bonnement qu'une

forme de contrôle réservé à une population qui échappe à l'encadrement social traditionnel. Plus encore, par sa forte dimension occupationnelle, il générerait passivité et renoncement de la part des jeunes qui se comporteraient alors en tant que consommateurs et seraient ainsi maintenus dans une logique d'assistanat et de paternalisme social. A cette ambiguïté originelle, viendrait s'ajouter une suspicion envers les éducateurs soupçonnés de servir, indirectement, les intérêts des services de police. Moins polémique et controversée, une dernière appréciation est partagée par les supporters et les acteurs publics en charge du programme de *fan coaching* : l'essoufflement, voire l'obsolescence, de ce dernier serait le fait du renouvellement conjugué des générations de supporters et d'éducateurs sociaux.

2. L'EUROPE DES SUPPORTEURS

En vertu du principe selon lequel "l'action des destinataires (bénéficiaires) de la politique ou du programme est aussi structurante" (Lascoumes et Le Galès, 2007 : 36), les acteurs supportéristes entendent accéder aux réseaux publics décrits précédemment afin d'y faire valoir leur répertoire d'action collective. Plus, ayant par l'expérience directe diagnostiqué les limites et les effets de distorsion des politiques publiques qui leur sont appliquées, ils prétendent incarner une alternative au modèle dominant.

2.1. Le *Progetto ultrà* : une alternative supportériste

"Explorer l'Europe [des supporters] par le bas [...] [revient à] en donner à voir la dynamique de construction dans sa profondeur et du point de vue des acteurs sociaux qui y sont confrontés ou qui en font usage" (Pasquier et Weisbein, 2004 : 13 ; Smith, 2001). A ce titre, le *Progetto ultrà* présente un certain nombre de ressources et de compétences qui lui permettent de rejoindre le giron des "entreprises d'action collective" (Cefai, 2007 : 26) mobilisées en ce domaine¹.

¹ Réalisée dans le cadre d'une recherche comparative européenne consacrée aux modalités d'encadrement et de contrôle des supporters prévalant en Belgique, Espagne, France, Italie

Créée à Bologne en 1995 et comptant aujourd'hui quatre permanents, l'association italienne invoque la déficience des politiques publiques nationales et européennes et se propose de les suppléer, en en prenant l'exact contre-pied. Ainsi relève-t-elle que le processus d'eupéanisation de l'action publique actuellement déployée tend à normaliser les modalités de prise en charge du supportérisme et, ce faisant, en vient à nier les expériences originales nées de la prise en compte des singularités locales.

A ce titre, le supportérisme *ultra*, majoritaire en Italie (Bromberger, Hayot et Mariottini, 1995 ; Roversi et Balestri, 2000), repose sur des pratiques associatives d'engagement, de militantisme et de régulation interne aux groupes de *tifosi* peu compatibles avec le référentiel d'action publique dominant inspiré du principe de gestion des risques. Paradoxalement, la litanie des drames qui marquent l'actualité récente du football italien renforce cette conviction dans la mesure où l'atomisation du mouvement supportériste organisé est rendue responsable de la banalisation du recours à la violence et au racisme. Dans ce contexte, le *Progetto ultrà* incarne un pôle de stabilité à même, d'une part, de filtrer et d'agréger les demandes et, d'autre part, d'assurer un mode d'expression et des débouchés aux revendications légitimes.

Rejetant un modèle répressif en grande partie inadapté à la réalité italienne, les responsables associatifs de Bologne ne retiennent pas davantage les options sociopréventives promues par la Belgique. S'ils

et Pays-Bas, la monographie du *Progetto ultrà* (en cours de rédaction, nous ne pouvons en livrer ici le détail) a donné lieu à un séjour d'une semaine à Bologne en juin 2007. La méthodologie déployée alors est multiple et porte sur deux terrains empiriques privilégiés: d'une part, le match opposant le FC Bologna au FC Crotona, le 3 juin 2007, a été l'occasion de nous mêler aux supporters de la *curva*, (autrement dit, le virage) au *Stadio Renato Dall'Ara* afin de les observer, de lire les *fanzines*, de procéder à des relevés iconographiques et de visiter le stade à l'issue de la rencontre ; d'autre part, la fréquentation assidue des locaux du *Progetto ultrà* nous a permis d'observer l'organisation « dans ses murs », de consulter le fonds d'archives considérable qui y est déposé et de recueillir le témoignage des responsables du groupe, sous forme d'entretiens semi-directifs enregistrés et retranscrits ou de façon plus informelle.

Les coordonnées du *Progetto ultrà* sont les suivantes. Adresse postale : Via Riva Reno 75/3, I-40121 Bologne, Italie ; Téléphone : 00 39 051 236 634 ; Adresse électronique : info@progettoultra.it ; Site électronique : www.progettoultra.it.

reprennent à leur compte les limites traditionnelles qui semblent affecter ces dernières, ils insistent, tout particulièrement, sur l'ambiguïté fondamentale qui, selon eux, les caractérise : "Pour moi, le fan coaching n'a rien à voir avec ce que nous faisons ici à Bologne, explique Ashley Green, un des permanents. En fait, le fan coaching consiste à dire aux supporters comment ils doivent se comporter. Mais le supporter n'a pas besoin d'un coach ! Il est libre et il sait ce qu'il doit faire. En Belgique, ce n'est rien d'autre qu'un travail avec la police : il faudrait appeler ça du police coaching ! C'est la police qui tente de nouer des relations avec les supporters et le travail social en pâtit. J'ai parlé avec des ultras du Standard de Liège. Ils ont un fan home et ils y font probablement des choses positives. Mais l'approche générale est suspecte. C'est un policier qui s'occupe de cela en Belgique, pas un travailleur de rue".

Le rejet manifeste du programme préventif initié en Belgique s'accompagne d'une filiation symbolique à une mobilisation associative du même ordre originaire d'un autre pays européen. En effet, si l'organisation italienne a pris le nom de *Progetto ultrà* c'est en référence directe aux *Fan Projekte* allemands. Universitaire cofondateur de l'association de Bologne, Carlo Balestri le reconnaît bien volontiers : "Le lancement du Progetto ultrà doit beaucoup aux expériences internationales déjà existantes à l'époque et en particulier aux expériences de Fan Projekt menées en Allemagne, en partenariat avec les supporters". Les responsables italiens prêtent deux vertus distinctives aux organisations allemandes. Antérieures, de quelques années, aux associations belges, elles sont également libérées de l'emprise policière : "En Allemagne, spécifie Ashley Green, un universitaire, un sociologue ou un éducateur peuvent être à la tête des Fan Projekte. La relation avec les supporters n'est alors pas du tout la même qu'en Belgique. L'éducateur est là pour avertir et protéger. Mais le mieux c'est encore quand c'est un supporter connu et respecté qui est leader. Lui sait comment travailler avec son groupe !".

Le rapprochement avec les *Fan Projekte* n'est toutefois pas mimétique. Une question d'échelle vient, en premier lieu, marquer les différences. Membre de la direction nationale de l'*Unione italiano sport per tutti* (une fédération multisports à forte connotation éducative et socioculturelle qui accueille en son sein les activités du

Progetto ultrà), Daniela Conti en témoigne : “En Allemagne, nos partenaires disposent de moyens financiers importants et ils sont soutenus par les Länder. Cela leur a permis de développer des projets dans chaque grande ville et de coordonner le tout par un centre national. La situation italienne est très différente. Nos régions n’ont pas assez d’argent pour financer toutes les activités sociales et il existe un profond décalage entre ce qui se fait dans les villes du nord et la situation dans le sud du pays. Ce n’est pas un hasard si le *Progetto ultrà* est localisé à Bologne. Il nous est impossible, en Italie, de mailler tout le territoire car nous ne disposons pas d’une structure stable”.

La nécessaire adaptation des modalités d’intervention sociale ayant cours outre-Rhin à la situation italienne obéit également à une différence de nature. Carlo Balestri s’en explique : “À l’origine, les *Fan Projekte* ont été fondés, en Allemagne, pour lutter contre le hooliganisme à une époque où ce pays ne connaissait pas le mouvement ultra avec ses organisations de supporters. De notre côté, nous entendions respecter cette particularité italienne”. Dans les faits, le *Progetto ultrà* prône une “approche préventive proche du travail de rue et du social work” soucieuse d’éviter la stigmatisation et associant les groupes de jeunes supporters à l’élaboration et à la mise en œuvre des programmes qui leur sont destinés. Il s’agit, dit encore Ashley Green, “de respecter et de valoriser la culture populaire” dont ils sont porteurs.

2.2. Expertise militante et citoyenneté ordinaire

Ni cas sociaux, ni déviants, le *Progetto ultrà* entend considérer les supporters pour ce qu’ils sont et ne pas les inviter à la conversion. L’entreprise vise, en effet, à se garder des tentations normatives et compassionnelles à l’endroit de ces derniers et s’applique, dans le respect du droit, à préserver, affirmer et spécifier leur identité. Médiation sociale plutôt que “gouvernement de la peur”, l’association de Bologne propose d’opérer un changement radical de la perception publique du supportérisme et de rompre ainsi avec la logique stratégique de sauvegarde contre le risque qu’il incarnerait fondamentalement. Plus, le *Progetto ultrà* y voit des opportunités à saisir et des potentialités à développer afin de faire prévaloir que “les

mobilisations collectives constituent des laboratoires d'action publique" (Cefaï, 2007 : 715). Accorder du crédit à la citoyenneté ordinaire exprimée par les supporteurs est une chose, revendiquer un droit de cité en est une autre. Savoirs profanes ne valent pas, de fait, expertises.

C'est là la vocation première du *Progetto ultrà* : traduire, par un subtil travail de transmutation, la "contre-culture" protestataire incarnée par les supporteurs en un levier original de modernisation de l'action publique. L'ambition suppose ainsi de parvenir à attester un fort ancrage social et une connaissance intime et éprouvée du milieu *ultra* tout en affichant la capacité à s'en extraire pour être à même de soumettre la vulgate supportériste aux formes et aux exigences des politiques publiques. "Je ne suis pas un ultra et nous ne sommes pas un groupe de supporteurs, précise ainsi Ashley Green en livrant la composition de son organisation. Je suis venu au Progetto ultrà pour réaliser une étude universitaire sur les supporteurs de Vérone et j'y suis resté. De même, Carlo [Balestri] est un chercheur qui a fait des supporteurs son terrain d'étude. Quant à Maurizio [autre permanent de l'association], il était un ultra bien connu au stade".

Malaisée, la fonction d'interprétation, de synthèse, de sélection et de transposition des mots d'ordre et des revendications des supporteurs est le propre de l'organisation italienne qui entend trouver là un gage de respectabilité et de légitimité tant aux yeux des associations *ultras* que des pouvoirs publics en charge du dossier. L'exercice est toutefois délicat tant le risque est grand de ne satisfaire ni les unes ni les autres et de se trouver discréditée et rejetée par deux entités aux intérêts souvent inconciliables. L'expertise associative et militante du *Progetto ultrà* tient alors à sa capacité à rapprocher ou, si besoin, à arbitrer les différentes options en présence. A ce titre, son atout principal consiste sans doute à faire valoir qu'un certain nombre d'expériences alternatives et de réalisations concrètes nées de la confrontation directe au terrain supportériste ne viennent pas concurrencer l'action publique mais plutôt compléter, voire pallier, des routines institutionnelles souvent déficientes et générant parfois des effets pervers. Testées localement, ces bonnes pratiques innovantes sont même susceptibles de faire preuve d'adaptation à d'autres environnements et de se prêter ainsi à une forme de

généralisation que les acteurs publics peuvent reprendre à leur compte pour réinvestir un espace social qui leur échappe grandement.

2.3. Ennoblement de la cause supportériste : l'antiracisme

Couramment soupçonné de travailler à la traduction politique d'intérêts particuliers, le *Progetto ultrà* doit encore fournir la preuve que l'expertise dont il est porteur sert une large ambition. Il lui faut alors « monter en généralité » et attester que “les mouvements sociaux ne se limitent pas à des revendications particularistes, mais prétendent viser des biens qui sont profitables au plus grand nombre, sinon à tous” (Cefaï, 2007 : 15). Il trouve alors un motif d'élargissement, tout autant que d'ennoblement, de la cause supportériste dans son inscription dans la lutte contre le racisme. Daniela Conti déclare ainsi d'entrée de jeu : “Le Progetto ultrà a deux principaux objectifs : lutter contre la violence et lutter contre le racisme. C'est notre identité. Et être antiraciste, ce n'est pas faire de la politique : ce sont les droits humains qui sont directement concernés !”.

Reconnu cause générale de mobilisation par les buts ultimes qu'il poursuit, le supportérisme remplit, qui plus est, une fonction stratégique d'alerte publique. “Le problème du racisme est apparu dans le football avant que nous ne le rencontrions dans notre société, poursuit Daniela Conti. Les stades anticipent certains problèmes sociaux. Si vous êtes bien informés sur ce qui se passe dans les stades, vous êtes d'autant mieux préparés à gérer ces problèmes dans l'ensemble de la société”. Et d'égrener les nombreuses expériences parrainées et relayées par le *Progetto ultrà* qui, sur l'ensemble du territoire italien, témoignent d'une forme d'intervention sociale avant-gardiste: “ À Pérouse, ils ont entendu, en 2000, des cris de singe dans le stade. Ils ont distribué des tracts demandant aux spectateurs de couvrir ces manifestations racistes par des chants et des applaudissements. Après trois semaines, c'en était fini ! De même, les supporters de Modène proposent, en lien avec la municipalité, des projets antiracistes aux écoles et ont créé un centre de documentation sur ce thème. A Ancône, les supporters ont ouvert une hot line à destination des immigrés et font un gros travail social avec les

différentes communautés de la ville. Enfin, il y a des expériences du même ordre à Empoli et à Pise, notamment”.

Modestes ou plus complètes, la myriade d'initiatives développées localement trouvent une forme de parachèvement, une fois l'an, à l'occasion de la tenue du Mondial antiraciste organisé depuis 1997 par le *Progetto ultrà*, assisté alors de l'Institut d'histoire de la résistance et des sociétés contemporaines qui travaille sur la Seconde guerre mondiale et sur le fascisme. Evènement phare et ressource emblématique de l'organisation, le *Mondiali antirazzisti* autorise, tous les étés dans les environs de Bologne, la mise en scène des activités de l'association et permet d'afficher l'étendue de son réseau. “L'idée initiale était simple, explique Ashley Green : rassembler des groupes de supporters et des communautés immigrées perçues comme criminogènes autour de matches de football. La première année, nous avons eu huit équipes, soit à peu près cinquante personnes. L'affluence s'est accrue très rapidement par le bouche à oreille”.

Accueillant 7 000 participants (soit plus de 200 équipes) en 2006, la manifestation est devenue un véritable festival politico-culturel dont “le football n'est plus qu'un prétexte” (selon les termes d'Ashley Green) : débats, ateliers de réflexion, forums, concerts, présentation de livres et de vidéos, rencontres sportives, cuisine internationale, camping, fêtes... réunissent des supporters et des militants associatifs venus de toute l'Europe. Ashley Green en dresse la liste non exhaustive: “Nous avons une majorité d'Italiens et d'Allemands, mais également des Français (de Bordeaux, Marseille, Metz, Nîmes ou Grenoble), des Anglais, des Espagnols (de La Corogne, Cadix, Séville...), des autrichiens... Tous les groupes de supporters antiracistes sont là, en fait. Et, chaque année, on étend le recrutement géographique. On a eu des Roumains, des Texans... En 2007, une équipe viendra de Biélorussie...”.

Gageons que ces quelques exemples du vaste registre d'actions que les organisations de supporters développent actuellement sont à même de revitaliser et, éventuellement, de contrarier les schémas d'intervention publique peu soucieux des “ressortissants” auxquels ils sont destinés. A ce titre, le *Progetto ultrà* compte parmi “les mobilisations associatives constitutives de la genèse d'une société

civile européenne qui serait à la fois un contre-pouvoir aux institutions et une onction démocratique pour l'Europe" (Pasquier et Weisbein, 2004 : 9).

BIBLIOGRAPHIE

BASSON, Jean-Charles (2007), "L'espace du stade ou l'ordre en public" in G. CAPRON et N. HASCHAR-NOE (ed.) *L'espace public urbain : de l'objet au processus de construction*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, pp. 191-206.

BASSON, Jean-Charles (2004) "Les politiques de lutte contre le hooliganisme. Vers un référentiel européen d'action publique" in S. ROCHE (ed.) *Réformer la police et la sécurité. Les nouvelles tendances en Europe et aux Etats-Unis*, Paris, Odile Jacob, pp. 313-330.

BASSON, Jean-Charles ; LE NOE, Olivier et DIAZ, Frédéric (2001) "La sécurité de la coupe du monde de football de 1998 : bilan" in J.-C. BASSON (ed.) *Sport et ordre public*, Paris, La Documentation française, pp. 175- 188.

BROMBERGER, Christian avec HAYOT, Alain et MARIOTTINI, Jean-Marc (1995) *Le match de football. Ethnologie d'une passion partisane à Marseille, Naples et Turin*, Paris, Maison des sciences de l'homme.

CEFAÏ, Daniel (2007) *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La découverte.

COMERON, Manuel (2001) "Pour une gestion sociopréventive du hooliganisme" in J.-C. BASSON (ed.) *Sport et ordre public*, Paris, La Documentation française, pp. 154-158.

LANDAUER, Paul (2001) "La sécurisation des grandes enceintes sportives : la part de l'architecture. L'exemple du Stade de France" in J.-C. BASSON (ed.) *Sport et ordre public*, Paris, La Documentation française, pp. 189- 201.

LASCOUMES, Pierre et LE GALES, Patrick (2007) *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin.

LESTRELIN, Ludovic ; SALLE, Loïc et BASSON Jean-Charles (2006) "The trajectories leading to supporting at a distance : the Olympique de Marseille case study", *European journal for sport and society*, vol. 3, n° 2, pp. 125-141.

MIGNON, Patrick (1996) "La lutte contre le hooliganisme : comparaisons européennes", *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 26, pp. 92-107.

MULLER, Pierre (2000) "L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique", *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 2, pp. 189-207.

PASQUIER, Romain et WEISBEIN, Julien (2004) "L'Europe au microscope du local. Manifeste pour une sociologie politique de l'intégration communautaire", *Politique européenne*, n° 12, pp. 5-21.

RIZZITELLI, Rico et JEANNES Damien (2008) "Bords de Meuse", *So Foot*, n° 51, pp. 52-57.

ROVERSI, Antonio et BALESTRI, Carlo (2000) "Italians ultras today : change or decline ?", *European journal on criminal policy and research*, n° 8, pp. 183-199.

SMITH, Andy (2001) *La passion du sport. Le football, le rugby et les appartenances en Europe*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

TSOUKALA, Anastassia (2001) "La gestion policière du hooliganisme : Angleterre, Italie, Pays-Bas" in J.-C. BASSON (ed.) *Sport et ordre public*, Paris, La Documentation française, pp. 159-174.

WARIN, Philippe (1999) "Les ressortissants dans les analyses des politiques publiques", *Revue française de science politique*, vol. 49, n° 1, pp. 103-120.